Vers une société écologique post-urbaine

©DR

Ça ne fait plus de doute: l'apparition et la diffusion de la Covid-19 sont étroitement liées à l'urbanisation de la terre et à son mouvement devenu essentiel, la métropolisation des villes à l'échelle planétaire. Il devient urgent de rétrécir l'urbain pour augmenter le vivant, à condition de ré-empaysanner la terre...

Par Guillaume Faburel*

En développement rapide depuis quelques décennies, la métropolisation a simultanément densifié et étendu les grandes agglomérations par la conversion néolibérale de nos économies et par celle des gouvernances urbaines aux logiques de firme.

Les effets écologiques de la démesure urbaine

Ce développement a amplifié de manière démesurée l'artificialisation et a étendu l'exploitation de l'ensemble des habitats écologiques plus ou moins proches, tout en globalisant les flux du commerce comme des personnes pour les besoins d'une économie mondialisée dont les grandes villes métropolisées servent de foyers. La maladie est devenue pandémie en un temps record, et le confinement comme le couvre-feu se sont imposés partout comme seules réponses face aux surdensités. Au détriment de quelques libertés.

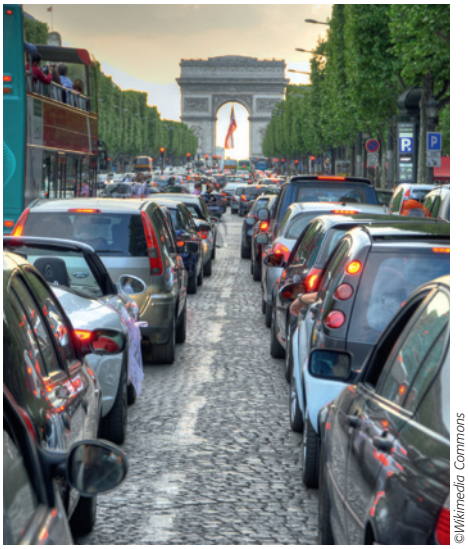
Qui pouvait prétendre que ceci n'arriverait jamais lorsque, occupant seulement 2 % de la surface de la Terre, les villes produisent déjà 60 % des émissions de gaz à effet de serre et consomment 78 % de l'énergie mondiale (ONU-Habitat, 2018), et lorsque plus largement le fait urbain représente 70 % des déchets planétaires, 75 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % des polluants émis dans l'air ? En France, les pollutions atmosphériques des grandes villes sont responsables de 50 000 morts annuellement (avec pour effet un récent rappel à l'ordre du Conseil d'État pour plusieurs métropoles) et le secteur du BTP, toutes constructions confondues, ce sont 46 % de la consommation énergétique, 40 % de notre production de déchets et 25 % des émissions de GES. Par tous ses hectares fantômes, Paris a une empreinte écologique 313 fois plus lourde que sa propre bio-capacité, tandis que l'autonomie alimentaire des 100 premières villes y est de 3 jours.

> ***Occupant seulement 2 % de la surface de la Terre, les villes produisent déjà 60 % des émissions de gaz à effet de serre et consomment 78 % de l'énergie mondiale***

Bref, sans surprise aucune, urbaniser et aménager, concentrer et densifier ne sont pas neutres écologiquement. La pandémie que nous subissons, c'est juste la nature qui reprend sa place dans la niche globalisée de l'urbain métropolisé.

Or, ce mouvement d'artificialisation n'est pas près de s'arrêter, en tout cas pas dans l'économie néolibérale qui est son premier combustible. Toutes les villes se sont vigoureusement densifiées et étalées avec la métropolisation. À travers le monde, 58 % de la population est à ce jour urbaine, soient 4,2 milliards d'habitant.e.s

Le fait urbain représente 75 % des émissions de gaz à effet de serre et 90 % des polluants émis dans l'air



©Wikimedia Commons

contre 751 millions en 1950. Ce pourcentage est annoncé à 70 % en 2050 par l'ONU. Six cents villes (dont le seuil international pour être déclarées villes varie selon les pays [1]) accueillent déjà plus d'1 million d'habitant·e.s et cinquante ont franchi le seuil de 10 millions d'habitant.e.s (dont Paris, pour 18 % de la population française). Dans l'ensemble de ces agglomérations, sept d'entre elles, les villes-monde, et 120 autres, leurs

> ***En France, l'équivalent d'un département s'urbanise tous les 10 ans, dans les grandes comme les petites villes***

épigones internationaux, représentent 12 % de la population planétaire pour 48 % du PIB mondial. Il y a donc du capital à fixer et de la «richesse» à produire, à condition de continuer à grossir, et de le faire vite [2]. Et c'est ainsi que, tranquillement, «À l'échelle mondiale, seulement 25 % de la surface terrestre est proche de son état naturel. D'ici à 2050, cette proportion sera de l'ordre de 10 % si nous ne changeons pas notre approche» (Ibrahim Thiaw, ONU, 27 mars 2020).

La France n'est bien sûr là non plus pas en reste dans cette dynamique. L'équivalent d'un département s'urbanise tous les 10 ans, dans les grandes villes comme dans les plus petites, dans les centres métropolitains où les grands projets sortent frénétiquement de terre comme aux lisières périurbaines ou l'étalement continue son mitage. Et si la population urbaine a augmenté de 30 % entre 1960 et 2018, pour officiellement dépasser les 80 % de la population hexagonale en 2020, près de la moitié vit dans l'une des 22 grandes villes (dont quatre millionnaires) officiellement dénommées Métropoles depuis la réforme territoriale de 2014-2015. La destinée écocidaire de cette frénésie bâtisseuse – pourtant soutier premier du capitalisme globalisé avec l'urbanisation comme emblème de civilisation [3] – n'a pas l'air d'alerter outre mesure. Discours politiques et techniques, académiques et même militants sont à l'unisson.

©DR

▲ *La ville, c'est d'énormes flux de personnes au service de l'économie mondialisée*

La petite taille au chevet du vivant

Par sa diffusion rapide sur les dernières décennies, la métropolisation a homogénéisé l'ensemble des paysages urbains, des espaces publics aux types d'architectures, des espaces commerciaux jusqu'aux nouveaux quartiers écologiques. Elle a ce faisant également uniformisé les styles de vie, y compris parfois dans des villes de moindre envergure. Ceci se réalise par une injonction forte à la croissance des mouvements et à l'accélération des flux, à la généralisation du nomadisme récréatif et à la diffusion des imaginaires mondialisés du divertissement, ou encore à la multiplication des connexions continues et à une virtualisation de toutes relations. Tout cela au profit d'une hubris consumériste généralisée, avec en arrière plan une vanité certaine dans nos manières inconséquentes d'habiter la terre.

Ainsi nous sommes-nous, par cette course effrénée au seul «habiter urbain», arrachés de la nature en nous rendant totalement dépendant.e.s de dispositifs technico-économiques contre (voire anti-) écologiques. Les premiers de ces dispositifs sont ceux de l'industrie urbanistique visant à satisfaire aux fonctions vitales de se nourrir et de se loger, de s'aérer ou de «faire société», lorsqu'il ne s'agit pas en ces temps obscurs de simplement respirer. Une souveraineté «écologique» de chacun.e, regroupé.e.s à plusieurs centaines de milliers, voire quelques millions, dans une même agglomération ? L'autonomie «écologique» des grandes villes impliquerait de produire 100 % d'énergies renouvelables, de remettre en pleine terre jusqu'à 50 % des sols pour la production alimentaire vivrière, ou encore de restituer aux écosystèmes au moins 15 % des sols urbanisés afin d'avoir une chance de, seulement, retrouver la biodiversité d'il y a 20 ans dans les grands pôles urbains.

Malgré tout, l'urbanisme et l'aménagement, ainsi que l'ensemble des activités dont l'intensification a été rendue plus que nécessaire par la concentration urbaine et l'artificialisation des sols (agriculture industrielle, exploitation minière et forestière, construction de grands équipements de transport…), poursuivent sans relâche le dessein de croissance, avec les Métropoles comme têtes de gondoles. Y compris maintenant par de nouvelles techniques de la géo-ingénierie et du bio-mimétisme, accompagnées de très modestes velléités réglementaires de réduire le rythme de l'artificialisation. Des fermes en aquaponie, des toitures végétalisées, des serres en containers ou des

▼ *La métropolisation, un mode de développement écocidaire*

©Cnewyork

©Dany Woo-Community garden

▲ *L'agriculture urbaine, une goutte d'eau dans la mer des besoins alimentaires d'une métropole*

Des fermes en aquaponie, des toitures végétalisées, des serres en containers ou des parkings convertis en champignonnières ? Il est devenu plus urgent de ne plus répondre aux sirènes économiques et politiques de la surdensité

parkings convertis en champignonnières pour faire souveraineté (alimentaire) ? Des « Villes forêt » et des « Oasis de fraîcheur » pour un habiter (vivable) de la terre ? Une compensation écologique pour restaurer des milieux écologiques en dupliquant le vivant ?

En fait, il est devenu plus qu'urgent de ne plus répondre aux sirènes économiques et politiques de la surdensité [4]. Il y aurait ici quelques avantages à une relocalisation au profit d'une taille un peu plus vertueuse écologiquement. Il y a fort à parier qu'une taille un peu plus responsable des groupements humains permettrait de lutter un peu plus efficacement contre le déclin du vivant, grâce par exemple à des modes de vie autosuffisants fondés sur une agriculture moins motorisée, sans chimie de synthèse et respectueuse des cycles de la nature. Et que des relations humaines plus étroites et un peu de tempérance, voire de ralentissement, ne feraient pas de mal à nos existences, partout converties par l'économie-monde aux mouvements incessants, à l'automatisation généralisée, aux connexions continues, bref à l'accélération et à la saturation, y compris parfois, par mimétisme du modèle croissanciste, dans des villes d'envergure plus modeste.

D'ailleurs, nous savons qu'un pays ayant une organisation territoriale structurée autour d'un réseau dense et relié de petites villes, consomme entre 30 et 40 % moins d'énergie, à superficie et population comparables. Nous savons également que le maintien du réseau des villes petites et moyennes est bien plus profitable à la réduction des écarts de développement entre régions que la polarisation renforcée dans et autour des grandes agglomérations (Observatoire européen du développement territorial de l'Union Européenne). En fait, la soutenabilité des formes de vie autant que la faisabilité politique de l'autonomie se jouent dans des tailles allant, selon les milieux écologiques et les pratiques socioculturelles, d'un groupe restreint de quelques dizaines de personnes, à, tout au plus, 20 à 30 000 habitant.e.s. L'anthropologie culturelle et l'archéologie tropicale sont clairs en la matière. Tout comme les utopies urbaines du XIXe siècle et les Villes en transition de ce jour.

La relocalisation pour des formes écologiques de vie

Ce monde en archipel est en fait déjà largement en construction, justement en réaction aux styles de vie métropolitains. Le monde d'après tant discuté en période de confinement est d'ores et déjà en voie d'apparition dans des espaces éloignés des grandes vitrines urbaines. Il est vrai que toutes les enquêtes convergent dorénavant pour indiquer le rejet croissant du dogme du mouvement et de la vitesse (désir de ralentir), du mantra du béton et de la densité (désir de décroître). Les souhaits de quitter les grandes villes sont devenus majoritaires, dans plusieurs groupes sociaux et catégories d'âges. Et ce n'est pas le confinement qui en aura altéré la volonté, au contraire.

On estime qu'en France 600 000 à 800 000 personnes ont quitté les espaces métropolitains entre 2015 et 2018. Ces éléments sont confirmés par la dynamique démographique des espaces ouverts et des petites communes rurales. Les chiffres de l'INSEE montrent une croissance de + 0,7 % par an dans les espaces ruraux, contre globalement une neutralité migratoire des 17 des 22 métropoles (exceptions de Lyon, Bordeaux, Montpellier, Nantes ou Rennes). Aux États Unis, on a assisté à la Great Migration 2020 par le départ des grandes villes du fait de la pandémie. Même en Chine, de récents travaux ont montré que de plus en plus de jeunes urbains, éprouvant un manque d'expériences de la terre dans les villes champignons, s'organisent quasiment en pèlerinage pour aller vivre dans les villages desquels leurs parents ont été arrachés pour venir grossir les rangs de la main d'œuvre des grands chantiers urbains.

Ceci est surtout étayé en France par le foisonnement d'alternatives au sein des espaces ruraux dessinés par les 10 000 hameaux et villages, bourgs de campagnes, petites villes de proximité. Néo-ruralités (6ème vague) et néo-paysanneries se développent, se rajeunissent et se féminisent : permaculture et auto-construction, fermes sociales et centrales villageoises, coopératives intégrales et enclaves décentralisées… Ce foisonnement, qui couvre environ 30 % du territoire national [5], émane de mobilisations associatives ou d'expériences coopératives, d'initiatives individuelles ou de micro-collectifs en résistance, de communautés, d'éco-lieux et d'éco-hameaux…

En fait, les espaces plus ouverts, ceux des campagnes, offrent d'autres possibilités face à la dépendance technico-urbanistique précédemment décrite et aux pentes consuméristes auxquelles les styles de vie métropolitains incitent. S'y développent des manières de vivre moins rentables

▼ *Pour des campagnes nourricières à hauteur d'homme*

©DR

©eco-bretons

Archipel Écohameau du Ruisseau, labo d'expérimentation d'alternatives

mais autrement plus profitables écologiquement. S'y déploient des façons reconsidérées de faire communauté, non pas dans l'entre-soi de chacun mais dans l'entrelacs du vivant, par un questionnement sur la limite et le suffisant de ses propres besoins pour ré-habiter la terre par l'intensité des liens entre humains et non-humains. Là serait aussi la raison du débranchement urbain croissant. Cesser d'être les agents involontaires des méga-machines urbaines en recouvrant de la puissance d'agir, celle non plus pour faire masse contre la nature mais pour faire corps avec le vivant.

Pour ce faire se déploient des pratiques de ménagement (et non d'aménagement) des milieux écologiques, non sans parfois réhabiliter des biens communaux dans les activités agropastorales ou artisanales. Pour cela, des liens d'entraide et de solidarité peuvent être retissés par des coopérations productives. Et, dès lors, d'autres rapports aux ressources et aux activités s'incarnent très directement, sur la base de savoirs et savoir-faire attachés à la paysannerie et à quelques outils de la convivialité. Enfin, il s'agit de faire autonomie, non seulement dans le domaine de l'alimentation, du logement, de l'énergie, des déplacements… mais également par des règles individuelles et collectives, y compris en dehors des institutions, pour s'affranchir de services qu'il est parfois possible de produire plus écologiquement micro-localement.

Le triptyque habiter/coopérer/autogérer est indéniablement la matrice d'une société écologique post-urbaine en germe, sortie des plis de quelques non-dits à l'occasion d'une pandémie. Et sa généralisation n'est pas des plus insensée, puisque si l'on redistribuait les 672 m² à ce jour consommés par chaque français.e pour l'ensemble de ses activités quotidiennes (sans bien sûr compter dedans tous les hectares fantômes qui multiplient en moyenne par cinq les ressources nécessaires converties en superficie), cela permettrait de satisfaire les besoins alimentaires premiers de chacun.e, d'abord en légumes avec petit élevage d'appoint, sans intrants ni mécanisation. Cette surface irait jusqu'à 2 000 m² en incluant toutes les dépendances de circulation et de stockage, l'ensemble des emprises nécessaires à l'habitation et aux services de proximité. Le tout sans extraction ni exploitation éloignées, pour une surface cumulée de seulement 1/8 à 1/4 de la superficie hexagonale.

> ***Le triptyque habiter/coopérer/autogérer est indéniablement la matrice d'une société écologique post-urbaine en germe***

Bref, il serait temps de s'organiser pour préfigurer la relocalisation écologique des formes de vie, des activités nécessaires aux besoins premiers et aux services de proximité. C'est à cette fin que les États généraux de la société écologique post-urbaine seront organisés en mai 2021 (selon toute vraisemblance en Auvergne Rhône-Alpes) avec une trentaine d'organisations et de réseaux nationaux qui, depuis des espaces ruraux mais également des espaces de l'urbain dense, depuis les villages ruraux jusqu'aux quartiers d'habitat populaire, souhaitent s'associer pour partager et essaimer les expériences de l'alternative écologique, et ainsi penser une telle déconcentration et ses nouvelles installations (d'abord pour les plus précaires), sur la base d'une vision agissante commune : bien vivre écologiquement comme pouvoir d'être vivant, et ce notamment par la proposition de biorégions. Voilà qui ferait vraiment «grandeur» … avec décence et humilité, mesure et responsabilité ■

Nous voulons des structures rurales plus économes en Co_2, plus vertueuses écologiquement

©DR

Pour en savoir plus sur les États Généraux de la société écologique du post-urbain :

www.post-urbain.org
eg-posturbain@protonmail.com

Notes

1 - Avec toutefois de très forts écarts : au Danemark, 200 habitants, au Japon 50 000, en France 2 000 et en Suisse 20 000.
2 - Tokyo a un PIB supérieur à celui du Canada, New York à celui de l'Espagne, Londres à celui des Pays-Bas, Paris à celui de la Suisse…
3 - L'industrie mondiale de l'immobilier pèse à elle seule 217 000 milliards de dollars, soit trente-six fois la valeur de tout l'or jamais extrait.
4 - Même Pékin et Shanghai s'y mettent. Elles ont vu en 2018 leur nombre de résidents respectivement plafonnés à 23 et 25 millions d'ici à 2035 pour ralentir l'urbanisation massive jusqu'à présent incontrôlée, et limiter les problèmes de pollution rendant certains quartiers invivables.
5 - En Saône-et-Loire et dans le Tarn, dans le Calvados et en Alsace, dans les Deux-Sèvres et en Dordogne, dans la Loire et dans le Lot-et-Garonne, en Haute-Vienne et en Ardèche, en Corrèze et dans le Finistère, dans la Drôme et en Côtes d'Armor, en Lozère et dans la Creuse…

** Guillaume Faburel, Pr, Université Lyon 2, UMR Triangle, Réseau des territorialistes, coordinateur des Etats généraux de la société écologique du post-urbain. Auteur de «Les métropoles barbares, démondialiser la ville, désurbaniser la terre», Le Passager Clandestin. Prix 2018 de la Fondation de l'Ecologie Politique. Et de «Pour en finir avec les grandes villes, manifeste pour une société écologique post-urbaine», Le Passager Clandestin, 2020.*